

Jacques Rouyer – NOTE CRITIQUE sur le livre de Jean-Luc Martin

HISTOIRE DE L'EDUCATION PHYSIQUE sous la Vème REPUBLIQUE

« La conquête de l'Education nationale -1969-1981 » Ed.Vuibert 2002

(Suite du 1^{er} livre : « 1958-1969 : l'élan gaullien »)

Analyse des chapitres

La préface

Ecrit sans doute rapidement par Serge Berstein, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et directeur de la thèse elle cautionne d'entrée l'idée que le syndicat est une « arme politique » liée au Parti communiste. Elle contient ensuite deux affirmations étonnantes : la première, c'est l'affirmation selon laquelle, alors que des enseignants étaient prêts au « *compromis liant EP et animation sportive, vivier de futurs champions* » l'opposition du syndicat se serait manifestée parce que « *...il n'était pas question de laisser le pouvoir pompidolien se glorifier des médailles conquises* » ! Il fallait y penser !

La seconde, c'est l'affirmation de « l'absence de réflexion sur les contenus et la pédagogie, du *le dédain des deux camps (gouvernemental, syndical), au nom d'un anti-intellectualisme partagé pour les recherches scientifiques* » ce qui assez scandaleux. Il est vrai que le livre ne mentionnera pas le colloque Snep-Snes-Sup de la Sorbonne (février 71) avec les nombreux universitaires présents ni les initiatives suivantes pour les formations universitaires.

L'avant-propos de l'auteur

Celui-ci prend l'insistante précaution d'indiquer sans modestie que l'éclairage politique apporté est un travail pionnier effectué avec rigueur, sans attaches partisans, avec objectivité et sans esprit polémique, mais que traiter de l'engagement politique des dirigeants syndicaux expose au « *reproche commode d'anticommunisme* ». En défense préventive, il avance la validation des Historiens de l'IEP.

1969-1970

Le Snep est d'emblée présenté comme faisant un procès d'intention à Comiti, alors que l'on cite le témoignage de Neaumet qui soutient « *qu'il était plein de bonne volonté.* »

A propos de la suppression des ENSEPS, l'auteur s'étonne que la création de la Nouvelle ENSEP déclenche « *l'ire du Snep* » alors qu'il estime qu'il s'agissait d'une « *appréciable opportunité* »

Mais l'explication de la « *virulence du SNEP* » se trouve dans le changement de majorité au Syndicat, intervenu en mai 69 et présenté comme « *l'abandon d'une pratique syndicale réformiste* » et le choix de « *un syndicalisme de rupture révolutionnaire* » ce qui aurait conduit d'ailleurs « *à une perte de représentativité sensiblement accrue entre mars 69 et 72* »

L'auteur reprend ici les explications des mauvais perdants

Mais le lecteur ne saura pas que le Snep a quand même obtenu en 1972, 86,6% des voix contre 3 autres listes et avec une concurrence un peu différente. De même, à partir des analyses de Neaumet les progrès d'Unité et Action sont présentés comme une « *victoire à la Pyrrhus* » due à la « *désaffection syndicale* ».

Un postulat explicite

On trouve alors tout un développement pour établir qu'il y a eu « *sujétion des dirigeants du Snep au PCF* », fut-ce par imprégnation « *culturelle* » et pour annoncer que « *...l'on s'efforcera de relever dans les discours et dans l'action des indices de cette sujétion aux fluctuants mots d'ordre* » du PCF.

1^{ere} démonstration : dans le contexte de l'affrontement gauche-droite, le Snep va donc mettre en œuvre une « *stratégie d'affrontement politique* » en pouvant bénéficier d'une « *alliance objective* » avec les préoccupations de la corporation. Comiti est appelé comme témoin : on souligne que le Snep « *rejette sans ménagement* » la politique contractuelle du 1^{er} ministre Chaban-Delmas exposée dans un « *retentissant discours* » puis qu'il justifiera « *au prix d'un exercice de funambulisme intellectuel* » son soutien au Programme commun signé en juin 1972. Dans ce cadre, le recours à la grève va intervenir à « *intervalle régulier* » comme moyen d'intervention sur « *la scène médiatique* »

Ainsi les enjeux propres immédiats de la première grève EPS du 10 mars 1970 (animateurs à l'école, postes, suppression des ENSEPS), comme son succès significatif, ne sont pas cités ; de même les Assises de mai 1970 et la Manifestation unitaire du 8 juin 1972 ne sont pas pointés comme l'expression large et nouvelle d'un rapport de force à l'échelle de la société sur la politique même de l'EPS et du sport. Le lien n'est pas établi d'une part entre ces faits, ni avec les événements proches de 1968, le mouvement étudiant mobilisé et d'autre part les 1100 postes au Capeps 1969, les 800 postes en 1970, les 1030 en 1971, les 1050 en 1972. C'est la politique de recrutement du ministre qui est dite « *pas aussi négative que le clament ses censeurs* »

1972

La genèse de la « *nouvelle orientation sportive* » et de la politique des CAS est exposée assez complètement, même si l'opposition du Snep est dite « irréductible, corporatiste et sans surprise ». Le refus général des divers acteurs sociaux, puis l'échec d'une opération « *mal engagée* » sont constatés. Pourtant, dans le chapitre de conclusion, l'auteur pose la question à propos des CAS : Péril écarté ou opportunité manquée ? Citant de façon plus que douteuse M.Berge, R.Delaubert, J.Meillat, P.Goirand, R.Mérand... l'auteur estime qu'un « *compromis* » était possible et que le Sneps et la Fen avaient été intéressés, mais que c'est la logique de l'affrontement politique qui l'a emporté au détriment du pédagogique. Bel exemple de contresens, car en 1972, la problématique effectivement contradictoire pour l'EPS (déclaration du congrès d'Orsay) était de se doter d'un contenu culturel et sportif éducatif tout en résistant aux entreprises de déscolarisation. Oui, avec bonne foi, au nom de l'ouverture, des coopérations, des « *bases extérieures* », il y a eu pour certains des confusions et des illusions, un manque de lucidité sur le danger des animateurs et sur le glissement de l'optionnel au facultatif, mais la divergence portait bien sur deux politiques de l'EPS et non entre politiques et pédagogues. Faut-il ajouter que la pratique de certaines mairies communistes n'allait pas dans le sens des orientations du Snep ?

C'est sans doute pourquoi le reproche de conformisme scolaire est également formulé. Mais, à cette hypothèse « *qui fait la part belle à l'indépendance syndicale* »(!), c'est l'explication politique qui est préférée. Avec « *l'anathème sur les CAS* » le Snep a « *exploité le désir de reconnaissance sociale des enseignants...pour favoriser la défaite de la majorité* »...cqfd !

Et pour établir le machiavélisme syndical, on ajoute que « *selon certains témoins, une formule similaire au SAS n'était pas, dans l'esprit des responsables syndicaux, pour autant écartée de l'avenir de l'EPS* ». Cette fois, l'historien militant en fait trop !

Parallèlement au conflit sur les CAS, le conflit sur la mise en cause du forfait « ASSU » est évoqué avec les deux très fortes grèves du 7 décembre 1972 et du 23 janvier 1973 mais, selon l'auteur, le Snep réalise l'amalgame en faisant « *basculer le conflit sur le terrain politique* ». Preuve : un éditorial du 30 janvier appelle à voter pour la gauche unie aux prochaines législatives. Or, dans le même bulletin, il y a aussi un appel identique de la FEN du 25 janvier et le rappel d'une déclaration semblable du CNAL du 9 décembre. Comprendre qu'il y ait eu depuis longtemps parallélisme des deux types d'intervention, revendicative, politique, sans lien direct ne semble pas avoir été envisagé par l'auteur.

La continuité et l'aggravation de la politique avec Mazeaud sont ensuite exposées ainsi que « *l'intangible stratégie du Snep* » et son refus des « *principes réformistes de la négociation pour mieux écarter tout autre alternative que l'application du programme commun* », ce qui va évidemment se manifester par l'appel du Snep à voter Mitterrand du 24 avril 74.

A propos de la loi Mazeaud, la cohérence de l'article 3, comme condensé d'une politique régressive de l'EPS est sous estimé ainsi que son échec sur le terrain.

Pour 1977, plusieurs pages sont consacrées à la rupture de l'union de la gauche qui aurait été délibérément provoquée par la surenchère du PCF sur les nationalisations. L'existence d'un débat au Snep sur cette question « *met en évidence le lien particulier qui unit le Pcf au Snep* ». L'éventuelle légitimité pour le mouvement syndical de poser (même avec de mauvaises réponses) la question des moyens économiques permettant de satisfaire les revendications n'est pas envisagée. Au titre des contestations internes, outre le témoignage à posteriori de Joël Meillat, p.127, il cite au titre d'Unité et Action l'article de Michel Leblanc, militant UID et socialiste, publié dans le bulletin n°102 et conclut sur la logique de rupture du Snep.

Belle démonstration d'une dénaturation de l'histoire propre de l'EPS

Le plan Soisson est assez bien analysé ainsi que la riposte syndicale et les manœuvres Soisson-Fen. On ne parle plus de motivation politique (incohérence ?) Par contre est reprise la thèse selon laquelle « *le pouvoir redoutait la grève illimitée* » et l'idée que le Snep aurait freiné le mouvement, version gauchiste surprenante !

Les élections présidentielles de 1981 sont l'occasion pour l'auteur de revenir à son obsession : le Snep aurait « *résisté à la tentation de soutenir ouvertement la candidature de Georges Marchais* ». Plus loin, il écrit p.164 « *le PCF ne peut, le 28 avril qu'appeler à voter Mitterrand. Le Snep l'imite le 30 avril (bulletin n°168)* »...l'enchaînement semble sans failles mais détail ? ce même bulletin indique pourtant sous l'appel la date du 28 avril 1981, 16 H.. Sans commentaires ! (de plus, UA-Fen avait appelé le 27 !) La falsification est patente !

Sur le fond, rien n'est dit sur les prises de positions répétées depuis le congrès de Marly de janvier 1981 pour l'entente des forces de gauche appuyée sur un fort mouvement social !

Est-ce hors sujet ? Pas tout à fait puisque concernant l'intégration à l'EN, la proposition serait due à la « *touche personnelle* » de Jean Glavany et le Snep a « *semblé l'ignorer* » vu ses préférences politiques. Rien sur le fait que cette proposition est acquise depuis le programme commun et confirmée à plusieurs reprises par le PS, rien sur la publication par le Snep des modalités précises de cette intégration dans un bulletin de Septembre 1977.(Structure spécifique notamment). Mieux, il sera écrit en conclusion que « *les dirigeants du Snep n'ont rien fait, bien au contraire, pour favoriser la*

victoire du seul candidat s'étant engagé » (sur ce point) et que ce résultat « peut davantage apparaître comme le fruit des travaux de la commission des sports du PS ».

Sur cette question une mise au point complète se trouve sur le site du SNEP, (article du bulletin de l'AFRAPS) , et dans les Actes à paraître du colloque de Dijon

Ainsi, s'il y a eu rôle du Snep c'est parce qu'il aurait joué la carte de la stratégie politique bipolaire , ce qui n'est pas crédible si l'on rappelle que lors du plan Soisson on était en pleine division de la gauche et qu'on était très loin de projeter une alternative politique

Mais l'élection de Mitterrand ayant été obtenue de justesse, on peut imaginer son échec et c'est toute la démonstration qui s'écroule. Ainsi le titre du livre «*La conquête de l'EN* » finalise l'histoire rétrospectivement à partir d'un point qui était improbable. La thèse d'une stratégie politique comme moteur de l'action du Snep ne tient pas. L'histoire de l'EPS n'a pas été principalement déterminée par cet objectif peu crédible de 1972 à 1980. Sérieux contre sens qui escamote la véritable opposition entre deux politiques de l'EPS

Appréciation Globale: une histoire révisée et une caricature malveillante du SNEP

La thèse, le ton, les témoignages, la méthode

La thèse : elle est clairement annoncée dans la préface où l'auteur affirme que le syndicat, lié au PC, met en œuvre une stratégie politique « *contre le pouvoir en place* ». L'avant propos confirme l'intention de la démontrer, ce qui fait qu'on peut se demander : s'agit-il plus d'une certaine histoire du Snep que de l'histoire de l'EPS ? En même temps on trouve quelques tentatives de réhabilitation des politiques gouvernementales (ENSEPS, CAS). L'idée simple que le fait politique « EPS » est le produit d'un rapport de force semble difficilement concevable pour l'auteur .On se trouve en présence d' une vision du « politique » dans laquelle la profession n'existe pas ou ne peut être que manipulée !Le fait politique n'est pas conçu comme une résultante des composantes pédagogiques et professionnelles, syndicales et politiques. J-L Martin surdétermine le facteur politique et, de plus en plaquant un schéma outrageusement partisan. La lutte constante pédagogique ET politique contre l'animation et contre le formalisme n'est pas présente. Enfin, il semble ignorer le syndicalisme enseignant (ou sont les minorités dans l'ouvrage ? les étudiants)?. En bref, l'histoire réelle n'est pas rendue intelligible.

Le ton

Le vocabulaire est amusant, « *analyse puis stratégie intangibles, Snep imperméable, insensible, déclarations abruptes, critique virulente, anathème, grèves rituelles...etc* »

Au delà, c'est l'antipathie qui transpire avec une certaine volonté de salir, en tout cas d'écarter tout mérite éventuel du Snep.

Les témoignages

Outre les gouvernementaux et les politiques, l'auteur utilise des interviews d'anciens responsables du SNEP plus ou moins arrangées et très habilement montées pour servir la « démonstration »,les citations n'ont pas été relus par les intéressés !(voir la lettre de mise au point de Joël Meillat)

La méthode

Toutes les apparences du sérieux universitaire sont réunies, on multiplie les références (archives, témoignages) et on en rajoute sur les protestations d'objectivité. Mais, non seulement le schéma de départ est contestable mais le mode de démonstration est particulièrement pervers ! un bel exemple de révision historique qui fait passer à côté de l'essentiel de l'histoire « politique » de l'EPS !
